

Les inégalités s'aggravent

Vincent Fifi



Le Moc Brabant wallon tire les constats de ses analyses chiffrées. Hausse des loyers, écarts de revenus entre riches et pauvres, etc.

Lors de chaque élection, le Mouvement ouvrier chrétien (Moc) prend des initiatives pour permettre aux citoyens de faire leur choix en connaissance de cause, et de porter un regard critique sur les programmes présentés par les différents partis.

Et tous les six ans pour les élections communales, le Mouvement publie un vade-mecum reprenant les chiffres clés, commune par commune et pour la province, de la population, des revenus, du prix des logements, de l'emploi,

La livraison 2012 est riche d'enseignements. Confirmation, la population continue à augmenter et à vieillir en Brabant wallon tandis que les prix de l'immobilier ont pratiquement doublé en six ans. Le nombre de logements sociaux, lui, est largement inférieur à la moyenne wallonne.

En ce qui concerne les revenus, les écarts se creusent toujours plus avec un nombre de bénéficiaires du revenu d'insertion en hausse (3 615 en 2010, contre 2 092 en 2005) alors que les revenus supérieurs à 50000 € par an constituent 17,5 % du total, contre 10,8 % ailleurs.

La tranche comprise entre 10000 € et 20000 € par an, elle, est en nette diminution dans le temps.

Les chiffres de l'emploi, eux, ne sont pas mauvais mais montrent des disparités entre les communes. Et en ce qui concerne les places d'accueil pour les enfants et les personnes âgées, les statistiques confirment l'important déficit.

Que tirer de tout cela ? D'abord, que se loger à un prix décent est de plus en plus difficile alors qu'il s'agit d'un enjeu crucial : la problématique a des répercussions sur le pouvoir d'achat des ménages, sur la mobilité, sur les dépenses de santé "*C'est une arme d'exclusion massive !*", constate Thierry Toussaint.

Et le fossé qui se creuse toujours plus entre riches et pauvres inquiète le Moc. D'autant que, pour certains besoins comme l'accueil des enfants en crèche et des aînés dans les maisons de repos, le secteur privé prend la main à des tarifs impayables.